

# Marché des équipements sportifs et ludiques

BILAN CONJONCTUREL À MI-ANNÉE\*



## De 2024 à 2025, les mêmes incertitudes

En 2024, le secteur de la construction a dû composer avec un environnement toujours plus complexe. Globalement, le contexte instable (conflits armés, inflation, guerre tarifaire...) a brouillé la lisibilité conjoncturelle et attisé les inquiétudes des agents économiques. C'est ainsi qu'un **rapport du cabinet de Conseil Bain & Company** dépeint une situation morose à travers l'Europe dans le secteur de la construction. Tout en envisageant une amélioration à partir de 2025.

Dans les faits, les chiffres ne sont pas bons. La **Fédération Française du Bâtiment (FFB)** a constaté un repli de l'activité et table sur un recul d'environ 4% en 2025. La **Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)** a reconnu également une baisse persistante, l'activité du secteur reculant sur tous les corps de métier, les carnets de commandes s'établissant à 70 jours de travail à venir au 1<sup>er</sup> trimestre 2025, soit 4 jours de moins que début 2024. L'activité Travaux Publics a elle progressé en 2024 (+2,3%) mais les inquiétudes existent sur les premiers mois de 2025, les marchés conclus ayant reculé de 9,9% sur un an, en février 2025 (**source : Vecteur Plus**).

Selon une autre étude de **Vecteur Plus** toujours, en 2024, la commande publique a ralenti de 5,3%. Cependant, ceci est à nuancer pour le secteur sportif, selon les chiffres de bilan de la commande publique de la **fédération des entreprises des filières sport, loisirs et cycles (UNION sport et Cycle)**. Ainsi, en 2024, 9.750 appels d'offres concernaient des équipements sport & loisirs, contre 9.651 en 2023 (uniquement appels d'offres d'un montant supérieur à 100.000 euros). Un soubresaut boosté par les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, les dotations de soutien à l'investissement des collectivités depuis 2022 et les plans d'accompagnement "5.000 équipements" de l'**Agence Nationale du Sport (ANS)**. Du côté de **QUALISPORT**, les chiffres issus du **dashboard exclusif développé avec notre partenaire DOUBLETRADE** fait apparaître plus modestement 7.486 appels d'offres en ce qui concerne les équipements sport & loisirs (à l'exclusion des marchés sans publicité préalable) en 2024.

Parmi des segments un peu plus spécifiques et détenteurs de données chiffrées, il est observé "de premiers signaux d'un léger ralentissement de la croissance" dicit **les entreprises du paysage réunies au sein de l'UNEP (paysagistes, jardiniers)** avec tout de même une progression de 2,5% du CA en 2024, porté par les démarches de verdissement des villes et de prise en compte de la transition écologique (création d'îlots de fraîcheur, renaturation de villes, désartificialisation des sols).

**\*AVERTISSEMENT** : Cette publication est issue d'un agrégat de données collectées et triées par QUALISPORT. Il ne s'agit en aucun cas de prévisions fermes et définitives.

Le marché de la piscine privée s'est lui aussi essoufflé après avoir connu une croissance record en 2020 et 2021. En 2024, le nombre de piscines livrées est en retrait de -16,3% sur un an, indique la **Fédération des Professionnels de la Piscine et du Spa (FPP)**. Les causes de ce recul sont identiques à celles qui affectent le bâtiment : repli des transactions immobilières et des constructions neuves, moral des ménages en berne, sans oublier une météo défavorable en été et à l'automne.

## Second semestre 2025, une confiance fragile

Soyons clairs, l'instabilité politique et financière qui ronge le pays ne permet pas d'envisager une forte marche en avant. Les premières annonces budgétaires pour 2026, centrées sur la réduction des dépenses publiques, laissent entrevoir de faibles marges de manœuvre pour la filière constructive. De fortes inquiétudes existent également pour la fin d'année du fait de l'approche des élections municipales (mars 2026).

Selon l'enquête mensuelle de l'**Institut national de la statistique et des études économiques (Insee)** menée auprès des professionnels du bâtiment, le climat des affaires est resté stable en juillet après un rebond en mai et un déclin en juin. Toutefois, le jugement sur les carnets de commandes semble se redresser voire progresser. Peut-être en raison de l'inversion de la courbe d'évolution des mises en chantier de logements individuels (qui est revenue dans le vert) donnant quelques motifs d'espoir d'ici à la fin de l'année.

Dans les Travaux Publics, les travaux réalisés progressent à un rythme modéré mais régulier (+1,6% au 1er trimestre) néanmoins le montant des marchés se replie par rapport à un cycle précédent marqué par des attributions de grands projets. Et si le niveau actuel des carnets semble assurer des chantiers pour les prochains mois la **Fédération Nationale des Travaux Publics (FTNP)** pointe elle aussi le risque d'un freinage de l'activité en lien avec une baisse des prises de commandes que la fin du cycle électoral et les restrictions budgétaires risquent d'entraîner.

Du côté des Matériaux, l'**Union Nationale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (UNICEM)** note un léger redressement en ce début d'année, dû à la légère hausse des mises en chantier ou le maintien de l'activité dans les travaux publics (hausse des livraisons pour les granulats par exemple, baisse pour le béton prêt à l'emploi (BPE)). Il n'empêche, ses perspectives pour le second semestre 2025 sont elles aussi revues à la baisse.

Les professionnels de la piscine enregistrent pour leur part une baisse importante de l'activité en ce début d'année, comme fait état le **baromètre de suivi conjoncturel de la FPP, en collaboration avec Xerfi Specific**. En effet, le chiffre d'affaires facturé en piscines se situe entre -15% et -19% sur les premiers mois de l'année. Ces baisses impactent logiquement la tendance annuelle qui se situerait alors à -16%.

Du côté des collectivités locales, on tente de garder le cap. Si la trésorerie chute pour les régions, elle se stabilise pour les intercommunalités et les établissements publics locaux et reste très dynamique pour les communes et les départements. Par conséquent, dans les prochains mois, c'est le volontarisme et la confiance en l'avenir des exécutifs locaux qui sera déterminant. Si les tensions financières perdurent, certaines feront le choix de la prudence. D'autres oseront tout de même réduire cette trésorerie jugeant leurs fondamentaux financiers solides, ce, pour maintenir leurs dépenses d'équipements. Ce devrait être le cas pour le sport, malgré les différentes crises post JO,

car le sport s'est imposé comme un enjeu de premier plan des politiques territoriales, surtout à l'échelle communale. La dynamique existe toujours si l'on se fie aux signaux rapportés par des entreprises qualifiées, en contact direct avec les collectivités. Un an après la parenthèse enchantée des Jeux Olympiques, nombre de collectivités tentent effectivement de maintenir une dynamique, qui constitue également un accélérateur pour différentes politiques publiques.

Face à une situation qui ne dessine pas une franche et rapide reprise, les entreprises se mettent en capacité de supporter un tassement durable de l'activité. Pour résister aux tensions sur les trésoreries et les marges elles prévoient de recruter moins et de moins remplacer les départs.

## Les indicateurs positifs

Après plusieurs mois de crise profonde, certains indicateurs de la **Fédération Française du Bâtiment (FFB)** semblent indiquer le début d'une éclaircie. Le moral des dirigeants est (légèrement) à la hausse. Alors que 85% d'entre eux se disaient "pessimistes" sur le climat général des affaires en France lors du dernier trimestre 2024, ce chiffre baisse désormais de 7 points pour s'établir à 78%. Même chose selon le **79ème baromètre de conjoncture des TPE du 1er trimestre 2025, réalisé par le groupe Fiducial** : l'indice de confiance des chefs d'entreprise progresse de 9 points par rapport au dernier trimestre 2024, c'est la première fois que cet indice progresse en un an.

Toujours selon la **Fédération Française du Bâtiment (FFB)**, c'est la rénovation énergétique qui résiste le mieux, représentant 15% de l'activité du secteur. Une orientation que vient abonder la **Banque des territoires**, qui vise à accélérer la rénovation énergétique des écoles et que **Francois JALLOT, Président de Certivéa** confirme en déclarant, en mars 2025 "*au-delà du patrimoine scolaire public, le marché prometteur de la rénovation va décoller, après une période d'attentisme en 2024*". De son côté, **Adeline AZHARI, DRH d'EIFFAGE**, reconnaît en mars 2025, que les grandes entreprises du bâtiment mobilisent une partie de leurs collaborateurs sur l'activité en croissance de la rénovation. Au même titre que l'activité "amélioration-entretien" voici là donc, deux perspectives notables pour le bâtiment.

Des tendances qui se doivent d'être considérées dans l'univers sport & loisirs.

Exemple avec les piscines privées et où la profession mise sur la rénovation pour relancer la dynamique. Rappelant que la grande majorité des piscines enterrées ont plus de 10 ans, la **FPP** souligne que plus de 30% du parc de piscines enterrées et semi-enterrées a déjà connu une ou plusieurs opérations de "pool staging", qui concernent soit le remplacement à l'identique du bassin, soit la mise à jour des équipements en optant pour des éléments plus modernes ou plus performants (systèmes de filtration, de chauffage ou d'entretien moins énergivores et plus respectueux de l'environnement...).

La rénovation des piscines publiques est également un enjeu central pour les collectivités territoriales. Pour rappel, la moitié des centres aquatiques français a été construit avant 1977. Et si on en croit les chiffres récents de l'**Observatoire de l'association "Piscine de demain" (PDD)**, les projets de piscines publiques, quels qu'ils soient (de la petite rénovation à la construction d'un nouvel établissement) sont nombreux. Certains ont été reportés pour des raisons budgétaires mais beaucoup sont bel et bien en cours. Des travaux de transformation et de rénovation afin de développer une offre adaptée aux nouvelles attentes du public en termes de natation, de bien-être (hammam, sauna...), de confort ou de loisirs (activités, toboggans, salles de sport).

Même vision au sein de l'**Association des Maires de France (AMF)**. Selon les élus, qui dit gestion dit entretien des équipements. Or, à l'heure où 30% du parc actuel des équipements ayant été mis en service avant 1985 n'a jamais fait l'objet de travaux de réhabilitation, le tournant de la rénovation ou de la réhabilitation est à prendre.

Autre fer de lance économique, le potentiel touristique de la France. Dans ce domaine, le secteur du camping est à scruter. D'ailleurs la saison 2025 semble évoluer "plutôt favorablement" selon la **Fédération Nationale de l'Hôtellerie de Plein Air (FNHPA)** qui prévient dans le même temps que "Sans un engagement fort, la diminution continue du nombre de campings pourrait fragiliser l'ensemble du secteur et peser sur l'attractivité touristique de la France" et que "pour échapper au déclassement", la France doit engager une "modernisation" de ses infrastructures (la France compte 7.400 terrains aménagés de camping).

## En conclusion

L'économie française est en net ralentissement, avec un PIB dont la croissance est estimée à +0,3%, avant un léger mieux prévu à +0,7% en 2026, dans le meilleur des cas. La relance reste dépendante de nombreux facteurs, sans même parler de la situation politique nationale, pour laquelle une stabilisation ne semble toujours pas en vue.

Difficile dans ce cadre de cultiver l'optimisme. La fin prochaine du cycle électoral aux niveaux municipal et intercommunal ne devrait pas améliorer ce ressentiment.

Néanmoins, la confiance des ménages retrouve son plus haut niveau depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Quant aux communes, rappelons que lors du dernier mandat municipal elles ont consacré 120 Md€ aux dépenses d'équipements.

Aussi, pour **QUALISPORT**, il convient de se concentrer sur de nouveaux relais de croissance qui apparaissent et constituent une réserve de travaux importante à réaliser.

### Notre tiercé :

- 1 La rénovation énergétique, enjeu de décarbonation et d'adaptation au réchauffement climatique. Sur ce dernier point, **le rapport d'impact 2024-2025 de la FNTP** note en effet que dans un scénario à +4°C en 2100, les collectivités vont être en première ligne pour décliner la transition écologique dans les territoires (ajout d'éclairages LED, systèmes de couverture...).
- 2 "L'amélioration-entretien" au-delà de la maintenance. On construit moins alors on réhabilite et on rénove, avec des solutions plus économes, plus accessibles ou modulables ! Une compensation à la chute d'investissements dans le neuf des collectivités.
- 3 Les nouveaux placements du secteur privé, notamment les loisirs sportifs marchands et le tourisme, qui investissent de plus en plus dans les équipements sportifs pour attirer la clientèle ou renforcer davantage l'attractivité de leurs sites (ex : les plateaux sportifs simples sont transformés en espaces multi-activités pour permettre à différents publics de pratiquer simultanément leurs activités dans un même lieu).